



Grandes grèves 1960-1961, ces cinq semaines qui changèrent un journal...

La Wallonie, 14 décembre 1960 - 25 janvier 1961

par Jean-Louis Debatty



La Wallonie, n° 306, 31 décembre 1960 et 1^{er} janvier 1961. Coll. IHOES.

Le vendredi 30 décembre, le journal *La Wallonie* barre sa première page du titre suivant : « Vers la grève formidable ». Le samedi 31 décembre 1960, le journal titre « Vers la grève du siècle ». Ce label « Grève du siècle » choisi par le leader FGTB des métallos de Liège, André Renard, a été adopté par la mémoire collective. À l'époque, « secrétaire d'organisation » à la rédaction, Joseph Coppé soulignera : « *André Renard savait que ce choix était audacieux et en tout cas prématuré. Toutes les forces n'étaient pas encore dans la bataille. L'issue du conflit restait incertaine et la fin du siècle était encore lointaine, pouvant produire des événements sociaux plus considérables encore. N'empêche : un mouvement de légende venait de trouver son appellation. On ne la lui enlèverait plus* »¹. Joseph Coppé savait de quoi il parlait, lui qui a rédigé la plupart des éditoriaux non signés du quotidien durant la grève, de même que les comptes-rendus des discours d'André Renard.

Cet article constitue un hommage au rôle indéniable qu'a tenu *La Wallonie*, aujourd'hui disparu, dans ce mouvement qui secoua la Belgique du 20 décembre 1960 au 23 janvier 1961. Notre propos sera de révéler comment ce rôle s'est opéré, au jour le jour, au gré aussi des divers enjeux que véhicula le cours des événements. Nous avons pour ce faire compulsé les journaux du 14 décembre 1960 au 25 février 1961. Et puis, nous nous poserons la question : une telle radicalité dans l'empathie envers un mouvement social de cette ampleur serait-elle possible maintenant, en 2010 ?

Une rapide définition et une photographie du journal *La Wallonie* à la veille de la grève permettront de comprendre pourquoi notre choix s'est porté sur ce journal en particulier.

¹ Joseph Coppé, *La révolution wallonne, trente-cinq jours qui ont changé la Belgique*, FAR, 1993. Cet ouvrage est une compilation d'articles parus dans « *La Wallonie* », à l'occasion des trente ans de la grève, sous la plume de Joseph Coppé, entre le 6 décembre 1990 et le 23 janvier 1991.

La Wallonie est un quotidien généraliste, liégeois, progressiste et syndical. Né en septembre 1919², dans la mouvance du Parti socialiste belge (PSB), il fut petit à petit l'organe de la FGTB jusqu'à sa disparition, en mars 1998.

* **Généraliste** : dans sa vocation à rendre compte de l'ensemble de l'actualité régionale, nationale et internationale, politique, non politique, culturelle et sportive. Avec des rubriques « services » très variées comme le programme Radio-TV ou les gardes médicales et pharmaceutiques du week-end.

* **Liégeois** : *La Wallonie* est le concurrent du journal *La Meuse*, avec un tirage inférieur. Une large place est faite à l'actualité liégeoise. Cela se marquera nettement durant la grève, car la région liégeoise en fut, avec le Hainaut, le fer de lance. Notons qu'existaient à Liège d'autres quotidiens comme *Le Monde du travail*, antenne locale du *Peuple*, l'organe officiel du PSB, et *La Gazette de Liège*, liée au PSC. Avec cette dernière, et surtout avec *La Meuse*, toutes deux hostiles à la grève, *La Wallonie* ne cessera de polémiquer durant la période de la grève.

* **Progressiste** : « (...) plus à gauche que les autres journaux socialistes. En politique intérieure, elle [La Wallonie] met en avant les revendications sociales et économiques de la FGTB de Liège, qui sont souvent très radicales. (...) Prenant ses distances avec le PSB lorsque ce parti est au gouvernement, elle s'en rapproche et tente de l'influencer dans un sens radical lorsqu'il est dans l'opposition. (...) En international, La Wallonie se signale par son anti-impérialisme, contre l'atlantisme et la politique américaine, ainsi qu'en faveur de la paix mondiale, du désarmement et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».³

* **Syndical** : l'actionnariat est essentiellement syndical (Fédération des métallurgistes FGTB de la province de Liège). À partir de 1951, le mouvement syndical prend le contrôle du journal par l'intermédiaire de parts injectées dans une nouvelle ASBL : la Société d'Impression et d'Éditions⁴. La direction et la rédaction en chef du journal sont exercées, en 1960, par André Renard. Après la mort de celui-ci en 1962, et jusqu'à la disparition du journal en 1998, la direction en sera exercée par le président des métallurgistes liégeois, mais la fonction sera scindée de celle de rédacteur en chef. Entre 1962 et 1987, Joseph Coppé en sera le rédac'chef, le plus emblématique.

Repartons en 1960, explorons le noir et blanc...

Le 14 décembre 1960, *La Wallonie* ouvre en une avec le grand titre « *Ce mercredi, grève générale* ». Les mots d'ordre, directement issus de l'idée des « réformes de structure » figurent en dessous du titre : « *Contre l'austérité de la loi unique, pour l'expansion par la réalisation du programme du mouvement socialiste, le plein emploi, la planification de l'économie, la nationalisation de l'énergie, le contrôle des holdings, la médecine gratuite* » et conclut d'un péremptoire « tous dans les rangs ! ». C'est clair, *La Wallonie* informe et... mobilise.



Prise pour cible par les manifestants, la loi unique est portée par le gouvernement catholique-libéral Eyskens. Elle regroupe en un seul texte pas moins de 133 articles visant à imposer une politique d'assainissement et d'austérité via notamment le contrôle accru des chômeurs, l'augmentation de l'âge de la retraite, des coupes sombres dans le secteur des services publics ou encore des économies drastiques en matière d'assurance maladie-invalidité.

« Loi unique, loi de malheur », slogan que l'on retrouve de manière récurrente dans le journal.

² En réalité en 1919, le journal ne s'appelle pas encore *La Wallonie* mais bien *Le Peuple de Liège*. Imprimé dans cette ville, il est rebaptisé *La Wallonie socialiste* en décembre 1920, avant de prendre le titre de *La Wallonie* suivi de la mention : « organe quotidien de la démocratie socialiste », en avril 1923. Jusqu'en 1924, le journal garde le sous-titre : « Édition liégeoise du Peuple ». In *Rouge métal : 100 ans d'histoire des métallurgistes de la FGTB*, Seraing, IHOES, 2006, p.82.

³ René Campé, Marthe Dumont et Jean-Jacques Jespers, *Radioscopie de la presse belge*, Édition André Gérard, 1975, p. 480.

⁴ Parts provenant de la Fédération des métallurgistes de la province de Liège, la régionale FGTB Liège-Huy-Waremme, la centrale des mineurs, etc.

Hormis les habituels communiqués des instances syndicales de la FGTB, l'information quant au contenu réel de la loi a déjà été donnée depuis des semaines par le compte-rendu de « l'Opération Vérité »⁵ initiée le 20 octobre par l'Action commune socialiste⁶ et menée dans tout le pays. D'autre part, ses colonnes répercutent aussi les prises de position successives des centrales, régionales et instances nationales de la FGTB depuis le dépôt à la Chambre de la loi unique, le 4 novembre.

La Wallonie mobilise aussi par le relais de toutes les convocations aux diverses réunions d'information et par le compte-rendu des premiers arrêts de travail et manifestations, où qu'ils se déroulent. Ceux-ci témoignent d'une montée de la tension que le journal voudrait cependant contenir aux mots d'ordre des instances syndicales. C'est le 16



décembre que le comité national élargi de la FGTB doit décider d'actions d'envergure, dans la foulée du succès, surtout à Liège, des manifestations du 14 décembre. Celles-ci faisaient suite à une mobilisation nationale le 20 novembre. On sait ce qu'il est advenu de cette réunion capitale où la proposition d'une grève générale début janvier défendue par A. Renard a été rejetée de justesse au profit de la motion Smets préconisant une journée d'action à une date indéterminée. Le samedi 17 décembre, *La Wallonie* donne le résultat du vote en troisième page, sans commentaires et en tout petits caractères et consacre sa première page – comme tous les samedis – au roman-photo à suspense *Innocent ou coupable*. Rédac'chef et directeur du journal, André Renard exécute un difficile mouvement d'équilibriste entre une marmite qui bout et un couvercle qu'il souhaite maintenir près du bord.



Roman-photo tiré de *La Wallonie*, n° 294, 17 décembre et 18 décembre 1960. Coll. IHOES.

Le mardi 20 décembre, premier jour du mouvement, le journal consacre sa première page à l'ONU, où « *le débat sur le Congo est dans l'impasse* ». André Renard signe un éditorial adressé à Auguste Cool, président de la CSC. Ce dernier avait répondu dans le journal *La Cité* à une lettre-ouverte de Renard dans *La Wallonie* du 9 décembre qui l'invitait à remettre en cause certains points de la loi unique. Sur la même page, on trouve les communiqués du bureau exécutif des communaux et provinciaux de la CGSP appelant à une grève au finish, et du bureau national de la CGSP enseignement, pour une grève le 21.

Sur le terrain, ça explose : à Anvers, dans les secteurs publics... et, par un effet de tache d'huile, dans des secteurs privés, d'abord à Liège et à Charleroi. Le 21 décembre, *La Wallonie* titre : « *Succès complet de la grève des communaux* » et publie un communiqué incitant à « *suivre les mots d'ordre de la FGTB, et des centrales* ». La grève va s'étendre, sans répit, jusqu'aux premiers jours de janvier. Le samedi 24 décembre, les régionales wallonnes de la FGTB communiquent qu'elles « *se constituent en comité de coordination des régionales wallonnes* », pour la conduite du mouvement. Ce jour-là, le journal est saisi par les autorités à cause de son appel aux soldats.

⁵ L'Opération vérité : campagne d'information sur le contenu de la loi unique menée principalement dans les communes.

⁶ Action commune socialiste : structure mise sur pied en 1949 et regroupant le PSB, la FGTB, les mutuelles et coopératives socialistes.



La Wallonie, n° 301, 26 décembre 1960. Coll. IHOES.

Et la grève s'étend...

Le mercredi 28 décembre, Maurice Denis, député socialiste et militant wallon, signe un édito faisant, pour la première fois depuis les prémices du mouvement, allusion au combat wallon. Le lendemain, la FGTB communique que le 3 janvier sera « une journée de deuil pour la Wallonie », tandis qu'apparaît quasi quotidiennement l'emblème du coq wallon avec le slogan « La Wallonie lutte ». Dans cet ordre d'idée, la rubrique « Tchantchès » avait fait sa réapparition le 20 décembre, après une éclipse d'un mois. « Tchantchès » est le pseudonyme de l'ex-député et militant wallon Marcel-Hubert Grégoire, engagé par André Renard pour populariser l'idée du fédéralisme. La disparition de la rubrique durant un mois était motivée par le souhait de ne pas heurter le mouvement syndical flamand, sollicité lui aussi pour entrer dans la lutte. Tous ces signaux allaient aboutir à la demande d'un « deuxième front » dont *La Wallonie* fera largement écho : un front politique, relayé par les mandataires socialistes wallons, basé sur la revendication accrue du fédéralisme, parallèlement aux réformes de structure. Le journal publiera notamment en « une », le 14 janvier, une lettre des élus socialistes wallons adressée au Roi réclamant pour la Wallonie « le droit de disposer d'elle-même et de choisir les voies de son expansion économique et sociale ». De son côté, André Renard demande expressément, les 11 et 13 janvier, l'ouverture de ce « second front », qui, durant la période de grève, ne viendra jamais... Alors, second front, substitué à une grève déclinante, par la faute d'une Flandre syndicalement frileuse ? Toujours est-il que la revendication du fédéralisme n'entraîne pas en contradiction avec les positions défendues par *La Wallonie* depuis l'arrivée d'André Renard à sa tête en 1952, que « Tchantchès » et ses savoureux billets venaient appuyer depuis des années...

Sous la houlette d'André Renard, la FGTB liégeoise décide que le journal paraîtra à partir du lundi 26 décembre, sur quatre pages seulement, exclusivement consacrées à la grève. Il est probable que le dirigeant syndical souhaitait permettre à un maximum de travailleurs du journal lui-même de faire grève, laissant subsister une sorte de « service minimum ». Le quotidien anticipait ainsi le probable caractère de longue durée du mouvement. Et d'informateur et mobilisateur, il devenait militant. De relais des événements, il en devenait acteur.

Acteur du conflit, cela signifie pour l'occasion de nouvelles rubriques : « Croquis, visages et instants de la grève », une chronique du quotidien de la grève, ou encore, « Aide et soutien, organe de solidarité de l'Action commune » qui détaille quotidiennement les versements au fond de grève ouvert par l'Action commune socialiste. La page trois devient, en entrée de section barrant toute la feuille, « Ici, le moniteur de la grève », relatant les événements sur le terrain. Un agenda du gréviste, « *Ce qu'il faut savoir* », informe des rendez-vous divers, sur tous les aspects liés à la « gestion » d'une grève de longue durée. Quant à l'actualité hors conflit, elle est quasi totalement occultée.



La Wallonie, n° 3, 4 janvier 1961. Coll. IHOES.

Le 4 janvier, une question de tactique vient sur le tapis à la une du quotidien. Il signale que la veille, à Ivoz-Ramet, 15.000 grévistes ont approuvé la décision de principe de l'abandon de l'outil⁷, l'arme ultime ! Les jours suivants, il va répercuter les discussions sur le sujet et le rejet d'une autre option tactique : la marche sur Bruxelles. Un rapide compte-rendu du congrès de la FGTB liégeoise où l'abandon de l'outil est simplement discuté, mais pas adopté, est livré dans les colonnes du 11 janvier. Par la suite, le sujet ne sera plus abordé.



La Wallonie, n° 17, 20 janvier 1961. Coll. IHOES



La Wallonie, n° 19, 23 janvier 1961. Coll. IHOES.

À vrai dire, pendant que le journal annonce sèchement le 14 janvier, le vote de la loi unique à la Chambre, la deuxième décennie de janvier marque un recul global du mouvement, surtout en Flandre. Mais il faut que les derniers bastions tiennent le coup. *La Wallonie* galvanise les troupes qui restent au combat dans les bassins industriels wallons et elle répercute, tout en le minimisant, le déclin du mouvement par des titres appropriés. Après le 12 janvier, le journal avoue que la « grève se résorbe en Flandre » où le travail reprend complètement quatre jours plus tard. Et lorsque, le 17 janvier, un congrès extraordinaire de la FGTB Mons-Borinage décide la reprise du travail, *La Wallonie* n'en dit rien.

Sur le plan journalistique, le 18 janvier marque un tournant. Le quotidien paraît sur huit pages, avec en une : « 30^{ème} jour de lutte, restez au combat ». Dans ce numéro, les informations internationales réapparaissent et la reprise du travail dans le secteur du livre est annoncée. Le lendemain, en première page de *La Wallonie* il est question de la tenue du Salon de l'auto et des événements du Congo, tandis que se prépare l'actualité sportive du week-end... L'édition du week-end des 21 et 22 janvier compte à nouveau les 14 pages habituelles, le roman-photo revient. À Liège, on réapprend qu'il y a une vie culturelle et des faits divers qui ont toujours trouvé un écho favorable dans le journal.

Le lundi 23 janvier, la une est claire et nette : « *La grève est suspendue, mais la lutte n'est pas finie* », décision du comité de coordination des régionales wallonnes qui, par ailleurs propose la création de « fédérations wallonne, bruxelloise et flamande » du syndicat... Le mardi 24 : « *les travailleurs sont rentrés la tête haute* »... et en chantant l'Internationale.

Le 25 janvier, le journal titre sur l'affaire du Santa Maria, un bateau portugais piraté par des opposants au régime dictatorial de Salazar. Le social disparaît de la première page.

⁷ Quasi jamais utilisé, l'abandon de l'outil signifie que les grévistes laissent les outils de production lourds sans personnel de maintenance, rendant la reprise des activités très difficile et lente.

Revenons en 2010, à la couleur.

La prophétie risquée d'André Renard s'est réalisée. Oui, la grève de 1960-1961 a bien été la « grève du siècle ». Alors, y aura-t-il une « grève du (XXI^e) siècle » ou un mouvement d'ampleur comparable ? Laissons le débat ouvert.

Osons plutôt une autre question qui nous occupe dans le cadre de cet article : serait-il possible aujourd'hui qu'un organe de presse généraliste s'engage, sans esprit de lucre, de la même façon que *La Wallonie* l'a fait durant cinq semaines, en faveur d'un enjeu social et/ou politique majeur ?

La question, bien loin cependant d'épuiser ici le sujet, s'esquisse par quelques clics photographiant la presse quotidienne d'aujourd'hui dont la situation a radicalement changé depuis les années 1960.

- Le nombre de journaux quotidiens généralistes s'est considérablement réduit, et donc leur diversité. À cet égard, le rétrécissement (et la chute progressive des tirages) est à la presse écrite, ce que la diversification et l'abondance sont à la presse audiovisuelle et, depuis quinze ans, à la presse électronique. Cinquante journaux quotidiens édités en 1962, trente-huit en 1990, vingt-huit en 1999. Cinq journaux francophones en 2010. À cette première « contraction », s'ajoute une seconde : la presse quotidienne que l'on définit généralement comme « de gauche » a totalement disparu⁸. Exit, en 1998, *La Wallonie*, dans une indifférence teintée d'espoirs d'autre chose... très vite déçus.

- La structure juridique des seuls journaux restant a changé et est marquée par « l'imbrication croissante entre groupes de presse et groupes industriels et financiers ». Elle est également « le résultat de la concentration monopolistique d'un secteur qui n'échappe pas aux lois d'un régime, celui du capitalisme contemporain. (...) L'information est sous la coupe des marchés »⁹. Comme l'est d'ailleurs l'audiovisuel. Et cela n'est pas sans influence sur les choix éditoriaux et sur les contenus : la presse dite d'opinion, pas seulement de gauche, a disparu. Ne subsistent que les opinions, sous forme de cartes blanches, lettres ouvertes ou « libres propos ».

- Les conditions de fabrication des journaux et de travail des journalistes ont radicalement changé. Rétrécissement des rédactions, multiplication des statuts précaires et inconfortables (pensons aux « faux indépendants »), surcroît de travail des journalistes, accroissement des pressions politiques et économiques... Il reste peu de place et de temps aux rédactions pour autre chose qu'assurer la survie économique des journaux et maintenir un statut « décent » aux journalistes, certainement pas moins talentueux.

- La « maison Belgique » elle-même a changé, gommant des aspérités idéologiques dont la pilalisation¹⁰ de la société belge était jusqu'il y a peu le trait majeur, reflété dans la diversité de la presse quotidienne.

Voilà qui renvoie à la question initiale sur l'engagement de la presse actuelle dans un mouvement sociopolitique de l'ampleur de la « grève du siècle ». Tous ces clics inciteraient à répondre, prudemment, par la négative à cette question. Elles ont disparu les campagnes de presse où les journaux affichaient résolument leur point de vue et suscitaient les débats d'idées. De nos jours, la presse d'opinion a fait place le plus souvent à un journalisme de « dossiers spéciaux » où le recours aux politologues et sociologues des universités est devenu la règle.

Tout au plus a-t-on aujourd'hui l'impression diffuse que les journaux font partie de l'espace citoyen qui participe à la démocratie et à la liberté d'expression, au sein d'un réseau de médias, plus diversifiés, eux, que jamais. C'est au sein de cet ensemble que les opinions et controverses trouvent vaille que vaille à s'exprimer et à agir sur le monde.

Seule peut-être, une fin annoncée de la Belgique constituerait un enjeu suffisant pour faire renaître de ses cendres cette presse combative et polémique...

⁸ La liste est longue : *La Cité, Le Monde du travail, Le Peuple, Le Journal et Indépendance, La Wallonie, Vooruit, Le Matin, Volksgazet, Le Drapeau rouge*, sans compter les nombreuses tentatives de périodiques. Alors, une autre question : pourquoi une telle hécatombe et serait-il possible de ranimer une presse de gauche ? Lire : Robert Falony, *Requiem pour la presse socialiste : la gauche sans voix*, Charleroi, Editions couleurs livres, 2010.

⁹ Geoffrey Geuens, *L'information sous contrôle*, Editions Labor, 2002, p. 6 et 7.

¹⁰ La pilalisation est un système d'organisation sociale et politique caractéristique de la Belgique, en particulier du XIX^e siècle. Elle se marque par le clivage de la société en trois familles politiques principales : chrétiens, socialistes, libéraux qui contrôlent de nombreux aspects de la vie publique via des réseaux (les « piliers ») d'associations diverses (professionnelles ou socio-culturelles, syndicats, partis...). Aujourd'hui, il reste des traces claires de cette pilalisation dans la société belge, même si celle-ci s'est à la fois atténuée et complexifiée.